Le gouvernement rwandais met la presse en coupe réglée

@rib News, 02/08/2010Reporters sans frontiÃ¨res- CommuniquÃ© de presse - 2 aoÃ»t 2010RWANDAÂ : Une trentaine de mÃ©dias suspendus Ã quelques jours de l'Ã©lection prÃ©sidentielle A une semaine de l'Ã©lection prÃ©sidentielle, qui se tiendr le 9 aoÃ»t prochain, le pouvoir rwandais montre de maniÃ¨re flagrante son refus de se soumettre au jeu dÃ©mocratique. Emprisonnement de journalistes, fermeture de mÃ©dias, assassinat d'un rÃ©dacteur en chef il y a un mois, les exactions contre la presse s'intensifient Ã l'approche du scrutin.La derniÃ¨re initiative liberticide remonte au 26 juillet 2010, lorsque le Haut Conseil des mÃ©dias, organe de rÃ©gulation rwandais, a annoncÃ© sa dÃ©cision de suspendre une trentaine d'organes de presse.

Dans un communiquÃ©, Patrice Mulama, sÃ©cretaire exÃ©cutif du Haut Conseil des mÃ©dias a donnÃ© la liste des 19 radios e des 22 journaux reconnus par le pouvoir en place et "remplissant les conditions de diffusion et d'Ã©mission prÃ©vues par la loi rÃ©gissant les mÃ©dias du 12 aoÃ»t 2009". Ce texte prÃ©voit dans son article 96 que les organes de mÃ©dias Ã©crits et audiovisuels doivent, dans un dÃ©lai de trois mois, adresser au Haut Conseil des mÃ©dias une demande d'autorisation de lancement, prÃ©vue par l'article 24.Les plus grands journaux du pays, tels qu'Umuseso, Umuvugizi, Umurabayo, et plusieurs radios, parmi lesquelles Voice of Africa Rwanda (la radio des musulmans) et Voice of America, sont ainsi rayÃ©s du paysage mÃ©diatique. Selon le secrÃ©taire exÃ©cutif, les journaux ne pourront pas reparaÃ®tre tant qu'ils ne se seront pas conformÃ©s Ã la loi. Les radios, quant Ã elles, ont jusqu'Ã la fin de la semaine pour rassembler les documents nÃ©cessaires.Le 28 juillet, le Haut Conseil des mÃ©dias a diffusÃ© un nouveau communiquÃ© appelant, cette fois-ci, les forces de sÃ©curitÃ© Ã fermer les journaux et Ã couper le signal des radios dans l'illÃ©galitÃ©. Le jour mÃªme, les forces de l'ordre o saisi Rwanda Newsline, journal Ã©ditÃ© en anglais par Rimeg (Rwanda Independent Media Group), au motif qu'il n'est pas reconnu au Rwanda."Les mesures du Haut Conseil, qui tombent en pleine campagne Ã©lectorale et Ã quelques jours du scrutin, sont plus que suspectes. Elles sont destinÃ©es Ã verrouiller la presse et Ã empÃªcher les journalistes de jouer le rÃ´le qui leur incombe, Ã savoir celui dâ€™observateurs indÃ©pendants et impartiaux du processus Ã©lectoral. Comment une Ã©lection peut-elle se tenir normalement sans presse libre, sans possibilitÃ© pour lâ€™Ã©lectorat dâ€™accÃ©der Ã une inform indÃ©pendante, sans pouvoir suivre un dÃ©bat contradictoireÂ ? Nous nâ€™assistons pas Ã une Ã©lection prÃ©sidentielle ou mais Ã lâ€™orchestration de la reconduite de Paul Kagame dans ses fonctions", a dÃ©clarÃ© l'organisation.Signe de la volontÃ du gouvernement de mettre la presse en coupe rÃ©glÃ©e, le secrÃ©taire exÃ©cutif du Haut Conseil des mÃ©dias a affirmÃ© q journalisme rwandais devait retrouver Â«Â la raisonÂ Â» et que la loi visait Ã restaurer la crÃ©dibilitÃ© de la profession, quâ€™ qualifie de Â«Â dÃ©charge publiqueÂ Â».Lâ€™organisation rappelle quâ€™elle avait demandÃ© Ã lâ€™Union europÃ©enne d financement Ã l'Ã©lection prÃ©sidentielle.Reporters sans frontiÃ¨res rappelle Ã©galement qu'AgnÃ¨s Uwimana Nkusi et Saidat Mukakibibi, respectivement directrice et journaliste au bimensuel privÃ© Umurabyo, ont Ã©tÃ© placÃ©es en dÃ©tention provisoire, le 20 juillet 2010. Elles sont poursuivies pour "outrage au chef de l'Etat", "incitation Ã la dÃ©sobÃ©issance civile" et "nÃ©gation du gÃ©nocide Tutsis". Le Rwanda occupe la 157e place, sur 175 pays, du classement mondial 2009 de la libertÃ© de la presse Ã©tabli par Reporters sans frontiÃ¨res. AprÃ¨s lâ€™ErythrÃ©e, la Somalie, et la GuinÃ©e Ã©quatoriale, il quatriÃ¨me pays africain le moins bien classÃ©. Depuis plusieurs annÃ©es, le chef de lâ€™Etat, Paul Kagame, figure dans la liste des prÃ©dateurs de la libertÃ© de la presse dressÃ©e par Reporters sans frontiÃ¨res.